

# Les vrais chiffres du chômage 2006 dissimulés pour cause d'élection

Alain Guédé, *Le Canard enchaîné*, 24 janvier 2007

*La dernière enquête de l'Insee comptait 9,2 % de sans-emploi. Comme au début de l'année.*

Avec la plus grande discrétion, l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques) vient de prendre une décision unique dans son histoire : la publication de ses chiffres du chômage est renvoyée au lendemain de la présidentielle. Tout commence, voilà deux semaines, par une tempête sans précédent dans les étages du siège de L'Insee, un grand immeuble en bordure du boulevard périphérique : les ordinateurs « sortent » des résultats calamiteux qui montrent que le chômage ne baisse pas.



Contrairement aux déclarations triomphales de Villepin et aux statistiques publiées mensuellement par Borloo, le taux de chômage ne serait pas descendu à 8,7 % de la population active (niveau record depuis 2002) mais se stabiliserait à 9,2 %, soit le chiffre d'avril/mai dernier. Pas question d'avouer cet échec.

Cocoricouac !

Ce taux de chômage est calculé selon les normes édictées par le Bureau international du travail (BIT), qui a forgé des instruments de mesure identiques pour tous les pays. Et ce afin de permettre des comparaisons aussi pertinentes que possible. A en croire ces satanés ordinateurs, la France ne compterait pas 2,37 mais plus de 2,5 millions de sans-emploi. En clair, aucune baisse. Et ce constat

est d'autant plus fâcheux que Sarko ne propose pas une politique économique et sociale très différente de celle de Villepin. Si ce n'est pour en accentuer le caractère libéral.

La deuxième semaine de janvier, les principaux dirigeants de l'Insee se réunissent à huis clos et jugent plus prudent d'en référer à leur autorité de tutelle, le ministère de l'Economie. La décision qui tombe fait hurler les spécialistes des études statistiques de l'Institut : leurs conclusions ne seront pas divulguées avant le lendemain des élections.

## Hardi bricolage

La direction de l'Insee affirme qu'aucune version imprimée n'est sortie des ordinateurs. Il devient même impossible aux statisticiens de l'Insee et du ministère du Travail d'accéder à ces données. Mardi 16 janvier, la nouvelle du report à six mois de leurs conclusions est annoncée aux journalistes, au détour d'une phrase noyée dans un communiqué si alambiqué que seul le quotidien « Les Echos » (du 18/1) remarque ce tour de passe-passe.

Les chiffres de l'emploi, comment ça marche ? Chaque mois, Borloo (ou Villepin, si les résultats sont vraiment bons) diffuse les statistiques du chômage établies par l'ANPE. Mais, comme le souligne au « Canard » un expert de l'Insee, ces données mensuelles sont à prendre avec des pincettes.

Et d'une, des populations entières ne sont pas prises en compte, notamment les chômeurs prêts à accepter un CDD ou un travail à temps partiel. Et de deux, ce chiffre n'est que le bilan mensuel de l'activité des employés de PANPE. Ce n'est donc pas réellement un calcul statistique. « *Un demandeur d'emploi radié est exclu de la statistique... y compris s'il reste chômeur* », constate un crâne d'œuf du ministère du Travail.

Bref, comme « Le Canard » l'a expliqué à maintes reprises, pour que le chômage diminue, il suffit que l'ANPE multiplie les radiations. Afin d'éviter les embrouilles de ce genre, le BIT a pondu sa définition frappée au coin du bon sens : est considéré comme

chômeur quiconque se déclare sans travail et souhaite en trouver un. En France, une enquête est donc menée chaque trimestre, par l'Insee, auprès d'une population de 70 000 personnes. Sur la base de cette étude, le taux de chômage annuel est arrêté en mars (c'est ce chiffre dont la publication vient d'être reportée de six mois). Ensuite - et ensuite seulement -, ce taux évolue en fonction des statistiques de l'ANPE. Si celle-ci a un peu trop forcé sur les radiations, un « calage » est effectué au mois de mars de l'année suivante.

Au printemps 2006, l'Insee avait à l'occasion du précédent « calage » tapé sur les doigts du gouvernement, en redressant le taux de chômage de 0,1 %, ce que Villepin n'avait pas trop apprécié. En comparaison, cette année, c'est une véritable paire de baffes qui attendait le chef du gouvernement, avec ce redressement de 0,5 %.

#### Gonflette de Borloo

La direction de notre Institut national précise, dans ce jargon qui fait le charme des vrais experts, qu'il faudra faire, avant de publier les chiffres, « *le bilan des opérations programmées pour mesurer le comportement des non-répondants à l'enquête emploi* ». Ce charabia est censé expliquer qu'il n'y a pas eu assez de réponses lors de cette dernière enquête. « *Archifaux, s'insurge un dissident de l'Insee. Ce taux était pratiquement le même que celui que nous connaissons depuis des années.* »

Et de revenir sur la polémique lancée par Borloo à propos des nouveaux emplois créés en 2006. L'Insee évalue à 60 000 ces créations ; le ministre, lui, martèle que « ses » fameuses aides à la personne ont permis, à elles seules, de dégager plus de 200 000 postes.

Ce même expert de l'Insee estime que le ministre à bouclettes charge un peu la barque : « *Ce secteur des aides à la personne concerne essentiellement des postes à temps très partiel. Souvent, un salarié est employé par deux ou trois personnes. Dire que 200 000 contrats ont permis de créer 200 000 emplois, c'est se moquer du monde.* » Transmis à Borloo, au cas où il aurait encore un doute.